

Pacte de responsabilité : une faute historique pour la gauche

1er septembre 2014



Economiser l'argent public est une nécessité. Utiliser ces économies pour réduire le coût du travail et les impôts constitue l'une des plus graves erreurs politiques de l'histoire sociale de la gauche. Après Lionel Jospin qui lance en 1999 une politique de cadeaux fiscaux à grande échelle, une seconde fois, le camp du progrès social se tire une balle dans le pied. Le gouvernement a pourtant les moyens de répondre à des besoins concrets et de moderniser les services publics. Mais au fait, que peut-on faire avec les 46 milliards d'euros qui seront consacrés chaque année à partir de 2017 principalement à diminuer les charges patronales ?

1- Il faut faire des économies.

Au-delà des engagements européens de la France, l'ampleur de la dette et du déficit public impose de faire des économies. Le débat ne porte plus vraiment sur ce sujet. Notre pays paie des années de laxisme budgétaire, de droite comme de gauche. Les dizaines de milliards d'euros partis en baisses d'impôts inutiles durant la décennie 2000 n'ont fait que nourrir l'épargne des couches aisées.

Chaque année, la collectivité débourse 40 milliards d'euros d'intérêts, l'équivalent du budget de l'enseignement primaire et secondaire. Ces intérêts vont dans la poche des rentiers, qui ont les moyens de prêter à l'Etat. Il faut réduire la voilure, même s'il faut agir progressivement, car l'austérité a un effet économique récessif alors que la croissance reste atone [1]

La victoire de la démagogie fiscale

L'équilibre des finances publiques pourrait en partie se régler par un effort national. Le « ras-le-bol » fiscal [2] est une construction médiatique fondée sur des sondages biaisés : qui peut répondre qu'il ne souhaite pas une baisse de ses impôts ? ([lire notre article](#)). La démagogie l'ayant emporté autant à droite qu'à gauche, cet effort national n'est plus d'actualité.

La situation des finances publiques n'est pas la seule ni la principale raison pour laquelle il faut réduire certaines dépenses. L'argent public est l'argent de tous. Les dépenses publiques sont prélevées dans le porte-monnaie de chaque citoyen, qui ne peut l'accepter que si elles servent l'intérêt général. La tâche d'économiser n'est pas facile. Ces lobbyistes de la dépense s'agitent déjà pour défendre leurs intérêts.

Le gouvernement va piocher pour l'essentiel là où ces intérêts sont les moins bien représentés, non dans les dépenses qui ne servent à rien. On pourrait dégager des marges en luttant contre la fraude fiscale, en piochant davantage dans ces niches dont le coût se chiffre toujours en milliards, dans les caisses des vendeurs de médicaments ou de l'élite des professions de santé, dans les marchés publics juteux, dans les méandres des investissements inutiles des collectivités locales. Laisser l'inflation réduire les salaires des fonctionnaires, le niveau des allocations logement ou les retraites relève de la facilité.

2- Un coût exorbitant pour combien d'emplois créés ?

En baissant les cotisations patronales, l'exécutif compte créer des emplois. A-t-il oublié les leçons du passé ? Les mesures d'exonération déjà prises n'ont jamais eu d'impact massif sur le chômage. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) estime par exemple que les 20 milliards du Crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi aboutiront à la création de 150 000 postes. 130 000 euros l'emploi, une pure hérésie économique. La baisse des charges des entreprises va nourrir les profits. Fonctionnaires, retraités et titulaires de prestations sociales vont faire un effort pour les actionnaires : il ne va pas être simple de leur expliquer pourquoi.

3- 46 milliards d'euros par an : un budget énorme.

Posez-vous la question : que feriez-vous avec 46 milliards d'euros ? Avec une telle somme, il aurait été possible de répondre à des besoins sociaux

reconnus de tous. Accorder un minimum social de 500 euros à 200 000 jeunes en grande difficulté coûterait 1,2 milliard. Un peu plus que pour ouvrir 300 commissariats de quartier. Construire 50 000 logements sociaux supplémentaires par an et en rénover autant se chiffrent à trois milliards, soit un montant identique à la création d'un chèque autonomie pour 500 000 personnes âgées dépendantes. L'Observatoire des inégalités a mis en place un [évaluateur des dépenses publiques](#) qui vous permet de mesurer le coût de différentes mesures.

On pourrait continuer la liste des urgences sociales que le secteur privé seul ne peut pas satisfaire, des transports en commun à l'environnement, en passant par la rénovation des prisons, l'accès aux soins, la modernisation des écoles, l'accès aux loisirs ou à la culture, la réduction de la dette publique.

4- Le suicide politique des partis de gouvernement.

Beaucoup de commentateurs trouvent astucieux qu'un Président de gauche mène une politique de droite pour couper l'herbe sous le pied de ses adversaires. Imaginez un instant l'impact politique d'un programme qui répondrait aux besoins cités plus haut chez les jeunes ou les catégories populaires et moyennes. Imaginez l'effet de ces mesures en termes de modernisation de l'offre publique et de réduction des inégalités.

Le président de la République, enfermé dans l'univers clos de l'Élysée, a commis une sorte de suicide politique. Il a déjà emporté avec lui une grande partie des élus de gauche au niveau des communes et européens, ce sera le cas demain des conseillers régionaux, généraux et en 2017 des parlementaires. Il emporte les espoirs de beaucoup de ceux qui ont voté pour lui - pas seulement de gauche - qui croient encore à la modernisation de notre pays et à la réforme progressiste [3]

Pour la première fois de l'Histoire, un gouvernement socialiste arrivé au pouvoir ne laissera derrière lui aucune conquête sociale. 1936, 1981, 1997 : à chaque fois, l'alternance aura été marquée par un progrès. Certains de son camp voudraient même revenir en arrière. Le renoncement actuel marque une étape, ouvre un boulevard électoral au Front national comme parti du changement. La droite classique a tort de se réjouir de la situation actuelle. Piégée par une politique qu'elle préconisait hier, elle s'enfonce dans une surenchère. Elle n'est pas plus capable de construire un programme conservateur qui s'adresse aux couches populaires [4]

5- Comment a-t-on pu en arriver là ?

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, il faut remonter à la fin des années 1980 et au second septennat de François Mitterrand qui dans sa lettre à tous les Français annonce ce qui se passera dix ans plus tard sous Lionel Jospin ([lire notre article](#)). La politique qui a consisté à renoncer à la réforme fiscale et à entamer une baisse des cotisations patronales s'inscrit dans une ligne politique qui n'a rien de sociale-démocrate mais est purement conservatrice.

Le parti socialiste est déboussolé. Dopé aux sondages, alimenté en notes de synthèse par une poignée d'énarques, il flaire l'air médiatique et intellectuel du temps. Ses députés portent la responsabilité du pacte du même nom, même si une grande partie d'entre eux valide à contrecœur des mesures apprises par les médias et forgées par quelques communicants. La gauche au pouvoir navigue idéologiquement entre les sirènes libérales et l'anticapitalisme. Elle n'a pas compris que l'alternative n'est pas entre virer à droite (l'option actuelle) ou mettre la barre plus à gauche, mais entre préserver les intérêts de la bourgeoisie intellectuelle et économique, ou répondre aux besoins sociaux en modernisant les services publics dans un moment de crise économique majeure.

Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités
Auteur de « Déchiffrer la société française », éditions La découverte, 2009.

Ce point de vue est une version intégrale d'un texte plus court paru dans le quotidien [Le Monde](#) du 25 avril 2014.

Photo / © Drivepix - Fotolia.com

[1] Une baisse des dépenses publiques réduit l'activité économique. Son impact négatif est plus fort qu'une hausse d'impôts d'un montant équivalent.

[2] Cela n'empêche pas d'essayer de comprendre pourquoi ce discours émerge, et notamment la situation des jeunes célibataires des classes moyennes mérite l'attention ([lire notre article à ce sujet](#)).

[3] Ce camp a désormais huit ans pour se préparer et réfléchir à son programme, la prochaine occasion de retour au pouvoir n'arrivera pas avant 2022.

[4] Tout se passe comme si les élites des deux bords se sentaient protégées et relativement indifférentes à la menace du Front national.

• Emplacement :

[Accueil](#) > [Points de vue](#) >

• Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Pacte-de-responsabilite-une-faute-historique-pour-la-gauche>